

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 25 mars 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/01/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EveRé SAS

Zone industrielle - lieu-dit Caban Sud -
Route du Terminal Minéralier
CEDEX
13270 Fos-sur-Mer

Références : SPR/UICPE/JN/n° 468-2024
Code AIOT : 0006404837

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/01/2024 dans l'établissement EveRé SAS implanté Zone industrielle - lieu-dit Caban Sud - Route du Terminal Minéralier CEDEX 13270 Fos-sur-Mer. L'inspection a été annoncée le 18/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre de l'instruction du Plan de Surveillance (PdS) des émissions de gaz à effet de serre de l'installation EVERE soumise au Système d'Echanges de Quotas d'Emissions de gaz à effet de serre (SEQE) depuis le 1^{er} janvier 2024 suite à la parution de l'arrêté du 3 décembre 2023 modifiant l'arrêté du 10 décembre 2021 actant l'intégration dans le SEQE de cette installation d'incinération de déchets municipaux de puissance supérieure à 20 MW.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EveRé SAS
- Zone industrielle - lieu-dit Caban Sud - Route du Terminal Minéralier CEDEX 13270 Fos-sur-Mer
- Code AIOT : 0006404837
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement est un centre de traitement de déchets non-dangereux, majoritairement issus de la collecte des ordures ménagères résiduelles, régulièrement autorisé par l'arrêté préfectoral du 28/06/2012. Il dispose d'un centre de tri permettant d'extraire:

- les déchets valorisables vers des filières "matière" externes (plastiques, métaux...);
- la fraction fermentescible dirigée vers l'unité de valorisation organique (UVO);
- les résidus ultimes dirigés vers l'unité de valorisation énergétique (UVE).

L'UVO dispose de deux méthaniseurs produisant du biogaz valorisé en énergie électrique (moteurs). Les digestats sont ensuite valorisés en compost.

L'UVE dispose de deux lignes d'incinération. La chaleur produite est valorisée en électricité (turbo-alternateur). Les mâchefers issus du traitement thermique sont mis en maturation sur le site, après extraction des éléments métalliques. Ils sont ensuite valorisés selon les dispositions de l'arrêté ministériel du 18 novembre 2011.

Les déchets sont majoritairement acheminés par moyens ferroviaires.

Thèmes de l'inspection :

- Plan de Surveillance (PdS) des émissions de gaz à effet de serre

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Plan de Surveillance (PdS) des émissions de gaz à effet de serre	Arrêté Ministériel du 21/12/2020, article 5	Demande d'action corrective	1 mois
3	Plan de Surveillance (PdS) des émissions de gaz à effet de serre	Arrêté Ministériel du 21/12/2020, article 8	Demande d'action corrective	1 mois
4	Plan de Surveillance (PdS) des émissions de gaz à effet de serre	Règlement européen du 19/12/2018, article 26-3	Demande d'action corrective	1 mois
7	Estimation des Emissions annuelles de CO ₂	Règlement européen du 19/12/2018, article 43-4	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan de Surveillance (PdS) des émissions de gaz à effet de serre	Arrêté Ministériel du 21/12/2020, article 4	Sans objet
5	Déclaration annuelle des émissions de gaz à effet de serre	Arrêté Ministériel du 21/12/2020, article 9	Sans objet
6	Vérification par un vérificateur accrédité	Arrêté Ministériel du 21/12/2020, article 10	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à l'inspection du 25 janvier 2024 axée sur la réglementation "Quotas CO₂", l'inspection des installations classées a adressé à l'exploitant ses remarques sur le Plan de Surveillance (PdS) des émissions de gaz à effet de serre de l'installation EVERE par courrier électronique en date du 26/01/2024.

L'exploitant doit déposer sur Démarches-Simplifiées sous 4 semaines à compter de la réception du présent rapport la version modifiée de ce PdS, prenant en compte les remarques formulées.

L'exploitant doit également transmettre à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône cette version de PdS modifiée.

La synthèse des remarques formulées par l'inspection lors de l'instruction de ce PdS est présentée en annexe du présent rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan de Surveillance (PdS) des émissions de gaz à effet de serre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 21/12/2020, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Quotas CO ₂ – Notification du PDS
Prescription contrôlée : L'exploitant surveille ses émissions de gaz à effet de serre sur la base d'un plan de surveillance, approuvé par l'autorité compétente, conformément au règlement d'exécution (UE) 2018/2066 susvisé. Le plan de surveillance est notifié à l'autorité compétente au sens de l'article R. 229-5-1 du code de l'environnement pour approbation, et une copie sous format électronique est transmise au service d'inspection.
Constats : L'installation d'incinération EVERE a été autorisée par l'AP n°1370-2011A du 28/06/2012. Les incinérateurs de déchets ménagers de plus de 20 MW sont entrés dans le SEQE (Système d'échange de quotas de CO ₂) le 1er janvier 2024. L'arrêté du 3 décembre 2023 modifiant l'arrêté du 10 décembre 2021 acte l'intégration dans le SEQE des installations d'incinération de déchets municipaux de puissance supérieure à 20 MW. L'exploitant doit donc surveiller ses émissions de CO ₂ au titre de l'année 2024 conformément à un Plan de Surveillance qui doit être approuvé par l'autorité compétente. A cet effet, l'exploitant a déposé le 12 janvier 2024 modifié le 15 janvier 2024 sur Démarches-Simplifiées le plan de surveillance version 1 daté du 09/01/2024 et dont l'instruction a déclenché la présente inspection. L'exploitant a notifié son Plan de surveillance (PdS) des émissions par courrier électronique du 12/01/2024 à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Plan de Surveillance (PDS) des émissions de gaz à effet de serre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 21/12/2020, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Quotas CO ₂ – Demande de modifications du PDS
Prescription contrôlée : Si les informations contenues dans le plan de surveillance de l'installation n'apparaissent pas conformes aux exigences du règlement d'exécution (UE) 2018/2066 susvisé, l'autorité compétente demande à l'exploitant de modifier le plan de surveillance, et précise les motifs de cette demande. L'exploitant dispose alors de quatre semaines pour adresser à l'autorité compétente un nouveau plan de surveillance.
Constats : L'inspection des installations classées a transmis à l'exploitant ses remarques sur le Plan de

<p>Surveillance de l'installation d'EVERE par courrier électronique en date du 26 janvier 2024.</p> <p>L'exploitant doit déposer sur Démarches-Simplifiées sous 4 semaines à compter de la réception du présent rapport la version modifiée de ce PdS, prenant en compte les remarques formulées.</p> <p>L'exploitant doit également transmettre à Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône cette version de PdS modifiée.</p> <p>La synthèse des remarques formulées par l'inspection lors de l'instruction de ce PdS est présentée en annexe du présent rapport. L'inspection du 25 janvier 2024 incluant la visite des installations a notamment permis de vérifier :</p> <ul style="list-style-type: none"> la liste des équipements soumis au SEQE la présence d'installations de combustion directement associées à l'activité d'incinération c'est-à-dire présentant une connexion technique avec l'unité d'incinération (les groupes motopompes et les groupes électrogènes de secours dédiés à l'unité d'incinération) qui devront être prises en compte dans le PdS modifié. Le moteur biogaz n'est pas à prendre en compte car il ne fournit ni électricité, ni chaleur à l'unité d'incinération.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant d'intégrer dans le PdS les groupes motopompes et les groupes électrogènes de secours dédiés à l'unité d'incinération.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 3 : Plan de Surveillance (PdS) des émissions de gaz à effet de serre

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 21/12/2020, article 8</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Quotas CO₂ – Facteurs standards par défaut</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les facteurs d'émission, les pouvoirs calorifiques inférieurs nationaux, et les facteurs d'oxydation par défaut sont définis dans la base OMINEA (https://www.citepa.org/fr/omineia/). Une liste de ces facteurs est mise à jour et publiée chaque année en décembre sur le site du ministère pour le calcul des émissions de l'année suivante.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour le flux de minimis « fioul domestique », l'exploitant utilise les données de l'annexe VI du règlement MRR qui correspondent à un niveau 1.</p> <p>En application de l'article 26-3 dudit règlement, l'exploitant doit modifier le PdS pour prendre en compte les facteurs standards CITEPA-OMINEA édités le 07/11/2022 pour les données suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - FE (Facteur d'émission) = 3,17 tCO₂/t ou 74,52 tCO₂/ TJ (niveau 2a) - PCI (Pouvoir Calorifique Inférieur) = 42,60GJ/t (niveau 2a) - FO (facteur d'oxydation) = 1 (niveau 2)
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 4 : Plan de Surveillance (PdS) des émissions de gaz à effet de serre

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 26-3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Quotas CO₂ – Flux de minimis</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans le cas des flux de minimis, l'exploitant peut déterminer les données d'activité et chaque</p>

facteur de calcul en utilisant des estimations prudentes au lieu de recourir aux niveaux, à moins qu'il soit possible d'appliquer un niveau donné sans effort supplémentaire.
Constats : Cf constat n°3.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Déclaration annuelle des émissions de gaz à effet de serre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 21/12/2020, article 9
Thème(s) : Risques chroniques, Quotas CO2 – Déclaration annuelle des émissions
<p>Prescription contrôlée : Chaque année, l'exploitant déclare ses émissions de gaz à effet de serre de l'année civile précédente conformément au règlement d'exécution (UE) 2018/2066 susvisé. A cette fin, il soumet sa déclaration, et le rapport de vérification, établi conformément à l'article 27 du règlement d'exécution (UE) 2018/2067 susvisé. Cette déclaration doit être effectuée avant le 28 février sur le site de télédéclaration du ministre en charge des installations classées, conformément à l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets. La version la plus récente du plan de surveillance approuvée par l'autorité compétente est également jointe à cette déclaration. Les déclarations sont validées par l'autorité compétente sur le site de télédéclaration et les émissions vérifiées de gaz à effet de serre de chaque installation sont transmises à l'administrateur national du registre par voie électronique par les services du ministre en charge de l'environnement pour le 31 mars. La déclaration des émissions de gaz à effet de serre est réputée validée si l'autorité compétente n'a pas formulé d'observation dans un délai de 6 mois après la date limite de déclaration.</p>
<p>Constats : La première déclaration GEREDEV devra être réalisée avant le 28/02/2025 pour les émissions CO₂ de 2024.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Vérification par un vérificateur accrédité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 21/12/2020, article 10
Thème(s) : Risques chroniques, Quotas CO2 – Vérificateur accrédité
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant désigne un vérificateur accrédité en charge de vérifier la conformité de sa déclaration des émissions de gaz à effet de serre telle que prévue à l'article 9 du présent arrêté. Le vérificateur accrédité vérifie la déclaration des émissions conformément au règlement d'exécution (UE) 2018/2067 susvisé. Le vérificateur valide la déclaration de l'exploitant relative aux émissions sur le site de télédéclaration du ministre en charge des installations classées afin que l'exploitant puisse</p>

soumettre sa déclaration vérifiée avant le 28 février de chaque année. La validation implique la vérification de l'ensemble des données renseignées sur le site et les fichiers déposés relatifs à la déclaration des émissions dans le cadre du système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre.
Constats : L'exploitant doit identifier le vérificateur accrédité pour vérifier la conformité de la déclaration des émissions de gaz à effet de serre qui devra être déposée avant le 28/02/2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Estimation des Émissions annuelles de CO2

Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 43-4
Thème(s) : Risques chroniques, Quotas CO2- Quantité de CO2 issue de la Biomasse
Prescription contrôlée : 4. Le cas échéant, l'exploitant détermine séparément toute quantité de CO ₂ issu de la biomasse et déduit cette quantité des émissions totales mesurées de CO ₂ . À cette fin, l'exploitant peut utiliser: a) une méthode fondée sur le calcul, notamment une méthode d'analyse et d'échantillonnage fondée sur la norme EN ISO 13833 [Émissions de sources fixes — Détermination du rapport du dioxyde de carbone de la biomasse (biogénique) et des dérivés fossiles — Échantillonnage et détermination au radiocarbone]; b) une autre méthode fondée sur une norme pertinente, comme la norme ISO 18466 (Émission des sources fixes - Détermination de la fraction biogénique de CO ₂ dans les gaz de cheminées en utilisant la méthode des bilans); c) une méthode d'estimation publiée par la Commission.
Constats : La méthode d'estimation fondée sur le ratio d'émission de CO ₂ fossile par tonne incinérée mesuré lors de l'étude C14 Fnade/Ademe de novembre 2020 (Détermination des contenus biogène et fossile, des ordures ménagères résiduelles et d'un CSR, à partir d'une analyse C14 du CO ₂ des gaz de post-combustion: 0,382 t de CO ₂ fossile / tonne incinérée) ne semble pas conforme à l'article 43-4 du règlement MRR. La DREAL PACA est dans l'attente d'une position nationale du ministère (DGEC/BQA) sur ce point.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois